

Affiche trilingue

De l'espagnol à l'hôpital



Par Michaël Nguyen, Journal de Montréal

Après toutes les discussions sur la place du français et de l'anglais dans l'affichage, des patients de l'Hôtel-Dieu ont été étonnés de constater qu'une affiche les prévient maintenant du temps d'attente aléatoire au centre de prélèvement dans les trois langues, l'espagnol s'étant ajouté aux deux langues officielles.

« Il est clair que nous ne rendons pas service aux Québécois issus de l'immigration en ne leur demandant pas d'adopter la langue commune », a réagi par courriel le député péquiste Yves-François Blanchet, porte-parole de l'opposition officielle en matière d'immigration, communautés culturelles et langues.

« Au Québec, c'est supposé être le français, ajoute-t-il. La solution (...) n'est pas de traduire les indications dans toutes les langues, mais bien que les parlants de toutes les langues en adoptent une qui soit commune à tous ».

« Ça va totalement à l'encontre de l'esprit de la loi 101 », s'insurge pour sa part Mario Beaulieu, président du Mouvement Québec français.

Selon lui, cette affiche envoie le mauvais signal à la population, en plus de créer des complications de communications.

« S'il y a un feu, est-ce qu'on va devoir crier "feu, fire, fuego" ? » ironise-t-il.

Une zone grise

La ministre de la Culture Christine Saint-Pierre n'a pas commenté cette affaire, son attachée de presse référant le Journal à l'Office québécois de la langue française.

Mais l'OQLF a refusé de se prononcer sur ce cas particulier avant de l'analyser en détail.

« Il y a beaucoup d'éléments dans la loi 101, explique le porte-parole Martin Bergeron. Nous allons suivre ce dossier et voir si cette affiche est justifiée ou si elle doit être corrigée. »

Il rappelle d'ailleurs qu'il existe dans la loi des exceptions concernant la santé et la sécurité.

« Une infraction n'est pas toujours évidente, souligne-t-il. Il y a des zones grises. »

La portée de l'affiche minimisée

« C'est une seule affiche, mentionne la porte-parole de l'hôpital Lucie Dufresne. Le personnel a voulu accommoder la clientèle. On va regarder ce qui suivra, mais l'important est de dispenser des soins aux patients. »

L'Agence de santé et des services sociaux de Montréal n'interviendra pas non plus, car, indique-t-on, les hôpitaux sont tributaires de leur politique linguistique.

Le président du Québec community group network, un organisme regroupant 38 groupes anglophones, plaide pour sa part qu'il est raisonnable d'avoir des affiches en plusieurs langues dans les hôpitaux.

« Les gens ne vont pas à l'hôpital par choix, mais par obligation, et ils ne choisissent pas forcément lequel », dit Noel Burke.